

L'Iran appelle à une résolution condamnant les assassins du général Qassem Soleimani

Image not found or type unknown

Téhéran (IRNA)- Dans une lettre adressée au Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Vice-président chargé des affaires juridiques et du suivi de la mise en œuvre de la Constitution a déclaré que l'immunité de ceux qui sont impliqués dans les actes terroristes et l'assassinat des représentants du gouvernement et des diplomates, a mis en danger la paix internationale, appelant à une résolution condamnant les assassins du général Qassem Soleimani.

Téhéran (IRNA)- Dans une lettre adressée au Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Vice-président chargé des affaires juridiques et du suivi de la mise en œuvre de la Constitution a déclaré que l'immunité de ceux qui sont impliqués dans les actes terroristes et l'assassinat des représentants du

gouvernement et des diplomates, a mis en danger la paix internationale, appelant à une résolution condamnant les assassins du général Qassem Soleimani.

« Deux ans se sont écoulés depuis le crime incroyable d'assassiner M. Qassem Soleimani, un citoyen et haut fonctionnaire du gouvernement, de la République islamique d'Iran, qui effectuait une mission diplomatique en Irak. La responsabilité directe de ce crime international a ensuite été acceptée par le gouvernement américain de l'époque dirigé par Trump. Cette décision dangereuse du gouvernement des États-Unis intervient alors que la Charte des Nations Unies, en tant que document fondamental et chaîne de consensus international pour la période d'après-Guerre, interdit aux gouvernements de se livrer à des actes préjudiciables à la paix et à la sécurité internationales. »

« Le droit international interdit strictement les exécutions extrajudiciaires, les assassinats de fonctionnaires gouvernementaux et diplomatiques, les crimes contre l'humanité, les violations flagrantes des droits de l'homme, y compris le droit à la vie, les violations du droit en recourant à la force et aux violations des principes du droit humanitaire. Tout comme les flammes de la Seconde Guerre mondiale qui ont été allumées par une attaque terroriste, toute action de ce genre mentionnées entreprises par des membres de la communauté internationale pourrait représenter la menace à la paix et à la sécurité internationales fondées sur les valeurs internationales, dans une ère tumultueuse. La poursuite de la situation enflammée actuelle peut apporter une flèche libre au corps de la charte onusienne et engloutir l'homme affligé du 21e siècle dans les cendres de cendres et de sang.

Maintenir la paix et la sécurité internationales, honorer le système international des droits de l'homme, régler pacifiquement les différends internationaux, défendre les principes généraux du droit international, y compris le principe d'égalité, le principe de souveraineté et d'intégrité territoriale, dénoncer l'acte de l'agression, dénoncer les crimes contre l'humanité, est une manière de renforcer l'état de droit sur la scène mondiale », insiste le texte.

« Par la présente, nous suggérons à l'Assemblée de prendre toutes les initiatives juridiques relevant de ses pouvoirs, y compris l'adoption d'une résolution, de condamner l'assassinat de représentants gouvernementaux et diplomatiques par tout un gouvernement ou régime (terrorisme d'Etat), et de prendre des mesures pour empêcher de tels crimes à l'avenir. Sans aucun doute, ne pas punir les auteurs des crimes terroristes et leur immunité de toute dénonciation et sanction judiciaire mettra encore plus la paix internationale dans un état d'inertie et d'incertitude », prévient le Vice-président chargé des affaires juridiques et du suivi de la mise en œuvre de la Constitution de la RII, dans sa lettre à l'adresse du Président de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Source Irna

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/281511-liran-appelle-a-une-resolution-condamnant-les-assassins-du-general-qassem-soleimani>



Radio Habana Cuba